

SECTEUR D'INFORMATION SUR LES SOLS PETIT et Fils SARL à L'ETOILE

Description de l'établissement

Date de dernière mise à jour des informations : 30/09/2022

Nom : PETIT et Fils SARL

Adresse : r du docteur eugene richard

Commune principale : L'ETOILE (80296)

Communes secondaires Non renseigné

Activités : K - Déchets et traitements

Description : L'activité de récupération, refonte puis revente de métaux ferreux et non ferreux aurait démarré en 1947 sur la partie est du site (parcelles n°90, 91, 92 et 93) avant d'être transférée en 1983 sur la partie ouest (parcelles n°51, 52, 55, 56 et 57). L'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 juin 1998 a régularisé les installations suivantes exploitées sur le site :

- stockages et activités de récupération de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage, etc sur une surface de 20 000 m² – activité soumise à autorisation ;
- fonderie de métaux et alliages non ferreux, la capacité de production étant inférieure à 2 t/j – activité soumise à déclaration.

Conclusions de l'administration sur l'état des sols

Date de dernière mise à jour des informations : 30/09/2022

Terrain répertorié en Secteur d'Informations sur les Sols (SIS)

Identifiant : SSP00003800101

Ancien identifiant SIS : 80SIS00998

Description¹ : La société PETIT et Fils a exercé jusqu'en 2009 des activités de stockage de déchets et de fonderie de métaux non ferreux soumises à autorisation. Les investigations réalisées dans le cadre de la cessation d'activité ont mis en évidence un impact des sols superficiels en métaux, en hydrocarbures totaux, en hydrocarbures aromatiques polycycliques, en PCB ainsi que la présence de solvants chlorés.

Une évaluation des risques sanitaires a été réalisée par DEKRA en 2011 en prenant en compte un usage industriel sans mesure de gestion puis avec mise en œuvre des mesures de gestion proposées par le plan de gestion, à savoir le recouvrement des sols impactés. Elle concluait à la compatibilité avec un usage industriel dans le bâtiment existant pour la partie ouest du site (parcelles AD 51, 52, 54, 55, 56, 57) avec ou sans mesure de gestion et, pour un usage industriel extérieur de 2h/j pour la partie est du site (parcelles AD 90 et 91) uniquement avec la mise en œuvre préalable d'un recouvrement des sols.

Aucune mise à jour du plan de gestion et de l'analyse des risques résiduels n'a été transmise par l'exploitant avant sa radiation du registre de commerce.

Documents associés² : Non renseigné

Synthèse de l'action de l'administration

Date de dernière mise à jour des informations : 30/09/2022

Description³ : Lors de la visite d'inspection du 26 octobre 2009, l'exploitant a indiqué que l'activité était arrêtée depuis le 31 mai 2009. L'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral du 15 mars 2010 de notifier la cessation d'activité et de réaliser la mise en sécurité du site.

L'exploitant a notifié la cessation d'activité le 8 avril 2010 et transmis une étude de sol en décembre 2010 qui mettait en évidence l'existence d'impacts en métaux et en hydrocarbures. La visite d'inspection du 24 janvier 2011 a permis de constater que les mesures de mise en sécurité étaient insuffisantes. Il a donc été prescrit à l'exploitant par arrêté préfectoral du 9 mai 2011 :

- d'achever la mise en sécurité du site ;
- de procéder à des analyses des eaux souterraines et de surface dans un délai de 3 mois et de fournir un programme de surveillance s'il est établi que les eaux souterraines et/ou de surface sont effectivement polluées ;
- d'établir dans un délai de 6 mois un schéma conceptuel et un plan de gestion au sens de l'annexe 2 de la circulaire du 8 février 2007 relative aux modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués.

En réponse à cet arrêté, l'exploitant a transmis, en juillet 2011, les justificatifs attestant de l'évacuation des déchets par METOSTOCK et, en octobre 2011, un plan de gestion comprenant un diagnostic complémentaire des sols, des eaux souterraines et de surface ainsi qu'un schéma conceptuel, une évaluation quantitative des risques sanitaires et des propositions de mesures de gestion.

Les investigations réalisées ont notamment mis en évidence dans les sols des impacts en métaux sur l'ensemble du site, des impacts en hydrocarbures totaux et en HAP non délimités, la présence de PCB et de solvants chlorés. L'inspection a analysé ce plan de gestion dans son rapport du 22 avril 2015 et relevé un certain nombre d'insuffisances par rapport à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués. L'inspection a transmis à l'exploitant les remarques contenues dans ce rapport par courrier du 22 avril 2015 et lui a demandé d'apporter les compléments nécessaires.

En l'absence de retour, l'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral du 6 février 2017 de respecter les prescriptions de l'arrêté du 9 mai 2011 en proposant un programme de la surveillance des eaux souterraines et en complétant le plan de gestion.

La société a été radiée du registre de commerce en novembre 2021.

Polluant(s) identifié(s) ou suspecté(s) : Métaux et métalloïdes

HAP (Hydrocarbures aromatiques, polycycliques, pyrolytiques et dérivés)

Hydrocarbures et indices liés / C10-C40-Coupes hydrocarbures

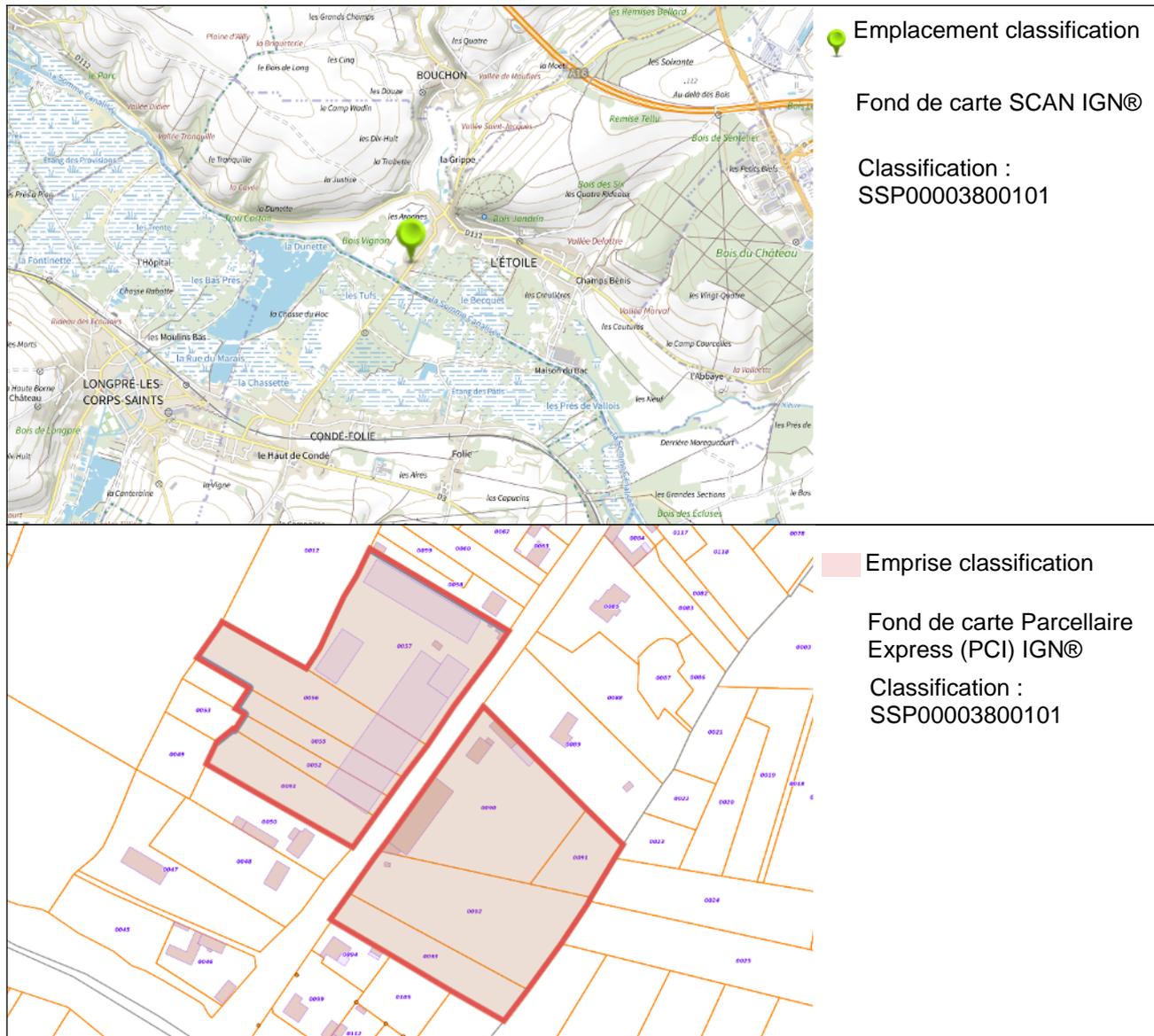
PCB (arochlors), PCT, Dioxines, Furanes (PCDD, PCDF) / Somme des 7

Géolocalisation

Parcelles concernées par le SIS :

Commune	Feuille	Section	Numéro	Code dép.
L'Étoile	1	AD	0051	80
L'Étoile	1	AD	0052	80
L'Étoile	1	AD	0055	80
L'Étoile	1	AD	0056	80
L'Étoile	1	AD	0057	80
L'Étoile	1	AD	0090	80
L'Étoile	1	AD	0091	80
L'Étoile	1	AD	0092	80
L'Étoile	1	AD	0093	80

Plans cartographiques :



Coordonnées du centroïde
(Web Mercator) :

Long. :225463.96598971426, Lat. :6449989.458115266

Superficie estimée :

23184 m²

- 1 - Pour les établissements renseignés avant 2020, les informations sont généralement issues de la base de données relative aux secteurs d'information sur les sols (SIS) dont l'information était assurée par le géoportail des risques du Ministère chargé de l'environnement (www.georisques.gouv.fr)
- 2 - Les documents associés seront téléchargeables sur Géorisques lors de la publication de la fiche
- 3 - Les informations contenues dans les bases de données BASOL et SIS peuvent être similaires pour les établissements créés avant 2020. Ainsi les descriptifs des conclusions de l'administration et de l'action de l'administration peuvent être identiques.